



Cahiers d'études africaines

197 | 2010
Jeux de mémoire

Sortie de clandestinité des années sombres à Zanzibar (1964-1975)

Resurgence of Clandestine Memories: the Dark Years in Zanzibar (1964-1975)

Marie-Aude Fouéré



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15805>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.15805

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2010

Pagination : 095-121

ISBN : 978-2-7132-2251-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie-Aude Fouéré, « Sortie de clandestinité des années sombres à Zanzibar (1964-1975) », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 197 | 2010, mis en ligne le 10 mai 2012, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15805> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.15805

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Cahiers d'Études africaines

Sortie de clandestinité des années sombres à Zanzibar (1964-1975)

Resurgence of Clandestine Memories: the Dark Years in Zanzibar (1964-1975)

Marie-Aude Fouéré

- 1 Dans les îles de Zanzibar (Unguja et Pemba) en République Unie de Tanzanie, la mémoire des violences et des répressions opérées par le régime en place de 1964 à 1975 a été bannie de l'espace public. Le dispositif narratif officiel mis en place par le gouvernement révolutionnaire de Zanzibar et le gouvernement de la République Unie de Tanzanie, combiné aux mesures répressives prises à l'encontre de quiconque se risquait à énoncer des propos jugés subversifs, ont conduit au secret. L'injonction officielle de silence n'a pas entraîné l'oubli mais, au contraire, a contribué à la construction et la transmission de fragments de mémoires individuelles, familiales et collectives dans les interstices laissés par l'appareil officiel. Ces mémoires, nourries du souvenir direct de la violence opérée à l'encontre d'une grande partie de la population de Zanzibar entre 1964 et 1975, se fabriquent et se réaménagent au regard des tensions sociopolitiques et des aléas économiques présents.
- 2 Si aucune effervescence mémorielle ne vient aujourd'hui ouvertement contrer les cadres et les formes du souvenir imposés par l'État, une confluence d'initiatives individuelles ou collectives récemment lancées atteste de l'entrée dans une phase nouvelle, caractérisée par la mise en circulation dans l'espace public de ces mémoires clandestines. Rendus possibles par la prolifération des lieux d'expression d'opinions, principalement les médias, les récits qui s'expriment aujourd'hui témoignent du fait qu'il n'y a pas une mémoire sociale homogène et pacifiée à l'échelle des îles, mais au contraire des espaces de mémoire variés, distincts ou entremêlés, selon la position tenue par les acteurs dans le passé et au présent. Différentes revendications s'entrecroisent pour expliquer ce retour du passé dans le présent, entre demandes de réparations morales et financières familiales, injonction d'expiation publique officielle et tentatives de disqualification politique dans un contexte d'intense insatisfaction populaire envers le pouvoir en place et l'absence d'alternance politique. Loin de mener à une mémoire délivrée sereine, la remémoration des massacres de 1964 et des années de répression, certes encore timide,

amorce donc l'entrée dans des disputes mémorielles. La remontée à la surface du passé traumatique des îles, qui vise à contrer la prégnance d'un métarécit officiel occupé à enterrer les traces de l'autoritarisme d'État, fonctionne comme une critique du pouvoir. Les subjectivités politiques qui se construisent dans ces nouvelles formes de présentification du passé ont toutefois ceci de particulier qu'elles se réapproprient, transposent et réinvestissent symboliquement des référents identitaires anciens ancrés dans l'histoire de Zanzibar mais indéfectiblement porteurs de divisions polarisantes. Derrière ces mémoires souterraines nouvellement publicisées et politisées rôdent d'anciens spectres raciaux et un passé esclavagiste qui taraudent toujours la société zanzibari.

Repères historiographiques² sur les années de répression (1964-1975)

- 3 Au milieu de la nuit du 11-12 janvier 1964, près de 300 hommes armés attaquent le siège de la police à Ziواني et le poste de police de Mtoni dans la ville de Zanzibar³ pour s'emparer des armes à feu qui y sont entreposées. Un second groupe se charge d'occuper la station de Radio Zanzibar afin de couper les communications entre l'île et le reste du monde. Ainsi débute une insurrection — « coup d'État » pour ses opposants mais « Révolution » pour ses instigateurs, acteurs et sympathisants — qui, en quelques heures, renverse le sultanat de Zanzibar et son premier gouvernement, un mois tout juste après l'obtention de l'indépendance, le 10 décembre 1963, par les autorités du protectorat britannique⁴. Le sultan Seyyid Jamshed Abdulla parvient à prendre la fuite avec sa famille. Mais tous les membres du gouvernement indépendant sont arrêtés, parmi eux le Premier ministre Mohammed Shamte et son ministre des Affaires étrangères, Ali Muhsin al-Barwani. Le 12 janvier 1964, la République populaire de Zanzibar est instaurée sous la conduite d'Abeid Amani Karume. Au cours des semaines qui suivent, les armes circulent et la violence se déchaîne tandis que les meneurs de ce « putsch armé » (Prunier 1998 : 95) perdent le contrôle des événements. Le renversement du gouvernement et l'arrestation de ses membres ou d'autres opposants ne constituent que les prémices d'une fièvre sanguinaire et brutale qui se diffuse au sein de la population civile. Les populations d'origine arabe sont la cible principale de ces attaques révolutionnaires et revanchardes, auxquelles s'ajoutent les groupes considérés comme allogènes, les Indiens et les Comoriens. Les magasins sont pillés, les maisons brûlées, les femmes violées, les hommes battus et humiliés (Okello 1967), aussi bien dans la ville de Zanzibar que dans les villages de l'île d'Unguja et à Pemba. Selon les estimations, entre 5 000 et 10 000 personnes perdent la vie au cours de ces funestes journées révolutionnaires, et près de 15 000 sont déportées de force ou s'exilent volontairement dans les mois qui suivent. Un retour partiel à l'ordre est assuré par les renforts envoyés par la République du Tanganyika voisine.

Le 22 avril 1964, cent jours après le renversement du premier gouvernement des îles, la République du Tanganyika et la République populaire de Zanzibar signent un traité d'Union qui instaure la République Unie de Tanzanie. Les îles conservent un gouvernement indépendant dirigé par un Conseil révolutionnaire. L'*Afro-Shirazi Party* (ASP) y est proclamé parti unique. La plupart des violences intestines cessent, mais le régime autoritaire qui se met en place, avec Abeid Amani Karume et le « Comité des 14 »⁵ à sa tête, n'épargne pas les opposants et les récalcitrants. La plupart des anciens membres du

premier gouvernement des îles, pour beaucoup issus de la coalition des deux partis politiques du *Zanzibar Nationalist Party* (ZNP) et du *Zanzibar and Pemba People's Party* (ZPPP), sont emprisonnés, tués ou condamnés à l'exil. Le cercle des « camarades » (*makomredi*) marxistes-léninistes de l'*Umma Party* est marginalisé, alors même que, peu avant la révolution, ses membres avaient fait dissidence avec le ZNP et formé alliance avec l'ASP, obtenant ainsi quelques postes majeurs dans le premier gouvernement post-révolutionnaire. Mais porter allégeance à l'ASP n'est pas un gage de sûreté. Karume craignait fortement les membres fondateurs et anciens de l'ASP, et les agents de l'administration éduqués, ayant souvent étudié à l'étranger, portés par des convictions politiques profondes, capables de formuler des critiques argumentées, de mobiliser la population et de contrer son pouvoir personnel. Bon orateur et homme charismatique, Karume était un simple marin, sans éducation, issu du petit peuple, et originaire du continent (Mwanjisi 1967). Ceci explique que l'*intelligentsia zanzibari* du gouvernement et de l'administration publique, perçus comme de possibles rivaux politiques, est lentement éliminée ou forcée à l'exil. L'arbitraire et le pouvoir personnel prévalent dans un régime qui ne cherche pas uniquement à monopoliser le pouvoir en contrôlant les élites, mais aussi en prévenant toute contestation civile. Les libertés publiques sont limitées et les associations interdites. Tout rassemblement public de plus de cinq personnes est frappé d'interdiction (Bailey 1973). La presse qui florissait dans le Zanzibar pré-révolutionnaire disparaît. Les canaux de la circulation des récits du passé et de leurs possibles usages pour revendiquer le changement sont en conséquence largement obstrués. L'élite éduquée du pays, soit près de 35 000 personnes, s'exile à l'étranger pendant les années du règne de Karume (Martin 1978 : 71). Une accusation de complot contre Karume en 1969 est prétexte à une large vague d'arrestations, de détentions et d'éliminations d'opposants réels, potentiels ou imaginés. Trois ans plus tard, l'assassinat de Karume le 7 avril 1972 donne lieu à une seconde vague d'arrestations massives, principalement parmi les anciens membres de l'*Umma Party* qui ont ourdi le complot, mais aussi de tous ceux ayant prêté main forte, de près ou de loin, sans compter les nombreuses arrestations arbitraires de courte durée et les menaces de toute sorte destinées à semer la crainte dans la population. Dix-neuf personnes sont incarcérées en Tanzanie continentale, trente-huit dans les îles d'Unguja et de Pemba. Parmi elles, nombreux sont les hommes qui, aujourd'hui encore, sont portés disparus. Le successeur désigné de Karume, Aboud Jumbe, est un politicien instruit qui avait échappé aux purges internes en devenant un fidèle du président. Il ne desserre qu'avec parcimonie la main de fer qui était la marque du régime de Karume, avant d'être contraint de quitter le pouvoir en 1984⁶.

Les facettes du nationalisme à Zanzibar

- 4 Les mémoires de la période qui s'étend du renversement du premier gouvernement indépendant des îles en régime multipartiste en 1964, à un assouplissement du régime autoritaire au milieu des années 1970, imprégnées des vifs souvenirs du vécu, sont directement liées à l'interprétation qui est faite de l'insurrection sanglante de la révolution. Certes, les débats restent âpres sur l'identité des cerveaux de l'insurrection et les bénéfices politiques ou économiques réellement escomptés⁷. Mais cette question, aussi importante soit-elle au plan historiographique, est mineure au regard des imaginaires politiques qui ont constitué le soubassement idéologique de la révolution, et ont été reconduits tout au long des années sombres jusqu'à aujourd'hui. La complexe histoire des

constructions identitaires dans les îles de Zanzibar et la forte politisation des identités ethniques et raciales pendant la période d'agitation politique (nommée *zama za siasa*⁸ dans l'historiographie en swahili) qui précède l'indépendance octroyée par le protectorat britannique de Zanzibar entre 1957 et 1963 est bien connue (Fair 2001 ; Glassman 1995 ; Mrina & Mattoke 1980 ; Sheriff 1987 ; Sheriff & Ferguson 1991 ; Shivji 1976). À la veille de la révolution, le creuset culturel zanzibari fondé sur les références à l'islam, à la culture arabe du Moyen-Orient, à une même langue, le swahili, et à un territoire insulaire aux frontières clairement délimitées est traversé de lignes de fracture profondes (Caplan & Le Guennec-Coppens 1991 ; Fair 2001). Les grands débats autour des critères de définition des identités « africaine » et « zanzibari » surgissent au tournant du XX^e siècle et prennent leur essor dans les années 1940-1950 au sein des associations ethniques et communautaires. Elles se renforcent quand les autorités britanniques créent un Conseil législatif où devaient siéger des représentants des grandes communautés juridiquement reconnues : arabes, indiens, africains. C'est à cette époque que les racines des deux principales conceptions de l'identité nationale et de la légitimité souveraine sont plantées (Clayton 1981 ; Shivji 2008). Les intellectuels et propagandistes à la tête des associations les plus virulentes, dont les propos sont relayés par les journaux de ces mêmes associations (Glassman 2000), mais aussi par la radio (Brennan, à paraître), sont les entrepreneurs et promoteurs de ces formes de nationalisme fondées sur un paradigme racial polarisant. L'*Arab Association* prône un nationalisme insulaire, ancré dans une culture zanzibari musulmane métissée, mais fortement réticent à octroyer une place aux Africains originaires du continent. Qu'ils soient anciens arrivants ou nouveaux venus, le stigmate de l'esclavage reste attaché à ces Africains continentaux auxquels est reproché, par ailleurs, de ne pas adopter tous les référents arabes et islamiques caractéristiques de la culture insulaire (Lofchie 1965 ; Babu 1991). Les partis politiques issus de ces associations, formés entre 1957 et 1959 (l'*Afro-Shirazi Party* en 1957, le *Zanzibar Nationalist Party* en 1956, et le *Zanzibar and Pemba People's Party* en 1959 d'une scission avec l'ASP), reconduisent ces conceptions radicalement opposées de l'identité et de la nationalité.

Après 1964, l'argument selon lequel le soulèvement armé de janvier a précipité le renversement du pouvoir tyrannique d'une minorité arabe étrangère, le sultanat d'Oman et l'aristocratie foncière arabe dans son ensemble, par une majorité africaine authentiquement « autochtone », asservie et bafouée dans ce qui est pensé comme son « droit naturel » à la souveraineté, est brandi par le pouvoir en place. Il fait de cet événement la première révolution africaine en Afrique de l'Est. Embrassée par des intellectuels étrangers contemporains de la révolution (Lofchie 1965) et réaffirmée dans de nombreux travaux universitaires, cette lecture de l'insurrection comme accès à une souveraineté noire africaine remportée par la force gagne en publicité. Elle se voit reproduite dans des ouvrages récents, tels le très controversé *Zanzibar : The 1964 Revolution* (1996) d'Omar Mapuri, responsable politique de haut rang dans le gouvernement de Zanzibar⁹. C'est sur cette interprétation de l'histoire que repose le métarécit nationaliste promu par l'ancien parti unique de l'ASP, devenu Chama Cha Mapinduzi ou « Parti de la Révolution » en 1977 à la suite d'une union avec sa contrepartie continentale (le TANU, *Tanganyika African National Union*), et le gouvernement révolutionnaire depuis 1964. Le contrôle fort de l'espace public et des lieux de la production intellectuelle, conjugué aux actions répressives contre l'énonciation publique d'opinions personnelles mais aussi à un ensemble de mesures populaires, telles la construction de grands ensembles d'habitation, la confiscation des biens immobiliers privés, la nationalisation des terres, ou encore l'éducation gratuite et accessible à tous, par un État autoritaire et populiste (Ayani 1970 ;

Clayton 1981 ; Bakari 2001), ont contribué à populariser cet imaginaire nationaliste de la libération comme revanche contre une oppression injuste. Garth A. Myers (2000) montre combien les écrits littéraires invariablement mis à l'étude dans les écoles consistent en des mises en scène romanesques de dichotomies socio-économiques, spatiales et raciales tranchées entre Africains et Arabes. Aujourd'hui, le gouvernement de Zanzibar se dénomme toujours « révolutionnaire ». Les enfants des *leaders* de la période 1964-1975 tiennent les rênes du pouvoir et suivent les traces de leurs aînés. Tous les 12 janvier, le pouvoir organise la mise en scène de l'histoire dans la commémoration des journées révolutionnaires et la célébration du « père de la nation » Abeid Amani Karume. L'État élabore et diffuse ainsi des images de son pouvoir sur le monde insulaire de Zanzibar. Toutefois, les imaginaires d'une nation zanzibari ancrés dans une culture insulaire musulmane métissée, nés bien avant la révolution, ont continué à circuler dans les micro-espaces difficilement contrôlés par l'État (familles, collectifs restreints, populations expatriées) et à se réaménager en fonction des enjeux présents. Par ailleurs, à côté de l'historiographie officielle d'État et de l'orthodoxie savante s'élabore une autre lecture de l'histoire de la révolution. Défendue par des historiens et des politologues tanzaniens de renom (Sheriff 2008 ; Sheriff & Ferguson 1991 ; Shivji 1976, 2008), elle repose sur la restitution de la complexité des situations sociales et économiques et des stratifications identitaires, irréductibles à des catégories binaires caricaturales pensées en termes oppositionnels. Les conceptions de l'identité, de la citoyenneté et de la souveraineté, inséparables des récits nationalistes qui ont construit la société zanzibari et d'une historiographie à double face, polarisent toujours la population quarante-cinq ans après la révolution.

Enquêter en terrain sensible

- 5 Dans la situation actuelle d'oblitération officielle des violences opérées dans le sillage de la Révolution de 1964 et de peur diffuse, instillée depuis lors parmi la population, de représailles à l'encontre de ceux qui oseraient parler ouvertement, les interlocuteurs susceptibles d'évoquer les souvenirs du passé avec un enquêteur étranger sont méfiants. Certes, le caractère autoritaire du pouvoir a largement décliné depuis les efforts de démocratisation de l'espace public dans les années 1990 et en raison des contraintes de bonne gouvernance imposées par les donateurs étrangers. Nombreux sont les interlocuteurs à rappeler la lourde atmosphère de suspicion qui pesait à Zanzibar dans les années 1960 et 1970. Ni le voisin proche ou l'ami, ni même, souvent, le frère ou la sœur ne pouvaient être les confidents des souvenirs éprouvants ou des objections aux agissements du pouvoir en place. Les récits sur les épreuves endurées par des individus ou des familles restaient confinés à des réseaux de sociabilité restreints dont la confiance était, autant que possible, éprouvée. Ils s'énonçaient loin des yeux et des oreilles d'un gouvernement de la surveillance¹⁰ détenteur du pouvoir absolu de punir et tuer¹¹. Aujourd'hui, les discussions informelles entre parents et amis s'orientent bien plus aisément sur ce passé anciennement objet de silence et de secret. Même aux *baraza*¹² ou aux *maskani*¹³ politiques, l'évocation du coup d'État et de la période post-révolutionnaire est devenue chose banale. Les pratiques de délations et les arrestations qui s'ensuivaient ne sont plus à l'ordre du jour. La tolérance de l'État à la critique politique s'est largement accrue. Il n'en reste pas moins que tout ne se dit pas, ne se dit pas de n'importe quelle manière, n'est pas dit indifféremment par n'importe qui, à n'importe quel moment ou dans n'importe quel lieu.

Cette banalité ethnographique sur les usages circonstanciés de la parole est d'autant plus vraie lorsque les réflexes de méfiance et de secret développés face aux contraintes imposées par l'appareil officiel sur les événements du passé autoritaire à Zanzibar sont encore en place.

- 6 Sur ce terrain sensible (Bouillon, Fresia & Tallio 2005), parler très directement des massacres, des arrestations arbitraires et des disparitions commises sous les régimes des présidents Karume et Jumbe peut aisément soulever les soupçons. Pour les désactiver et prévenir tout incident, le choix a été fait, dans un premier temps, d'axer l'enquête ethnographique sur les quelques récits des disparus de la période post-révolutionnaire publiés entre juillet et octobre 2003 dans un hebdomadaire aujourd'hui interdit, appelé *Dira* (vision, en swahili). Ces disparus sont des prisonniers qui n'ont jamais été libérés, ou dont les corps n'ont jamais été retournés aux familles. Il s'est agi non seulement de rencontrer les anciens journalistes de ce journal au ton polémique, mais aussi de remonter aux individus entrés dans une démarche de témoignage et d'évocation publique de leur histoire familiale pour saisir les modalités et le contexte de la mise en circulation publique de ces souvenirs familiaux et les intentions, individuelles et collectives, qui y ont présidé. Les journalistes m'ont aussi aiguillée vers d'autres témoins, victimes ou auteurs des violences, de telle manière que l'enquête s'est élargie à des interlocuteurs non directement impliqués dans le surgissement actuel des mémoires de la période post-révolutionnaire dans l'espace public. On verra toutefois qu'en raison des orientations politiques des anciens journalistes de *Dira*, beaucoup des interlocuteurs qui m'ont été présentés étaient des sympathisants ou des membres actifs du parti d'opposition du *Civil United Front*. Par ailleurs, j'ai réactivé des liens préalablement créés avec d'autres acteurs de cette période historique mais sympathisants ou membres actifs du parti au pouvoir, le *Chama Cha Mapinduzi*. En raison des craintes diffuses qui s'attachent encore aujourd'hui à l'évocation de l'histoire trouble des années 1964-1972, l'anonymat est ici de mise, sauf pour ceux d'entre eux qui ont accepté que leur identité soit révélée ou dont les noms figurent dans les pages de l'histoire nationale et dans les médias¹⁴.

Les matériaux de première main recueillis au cours de cette enquête de terrain, sont constitués de discours construits délivrés en situation d'interlocution. Ces constructions discursives singularisées portant sur des événements du passé sont référées à la situation d'interlocution présente et au contexte social local dans lequel elle s'insère, de sorte que les traces mémorielles qu'elles délivrent sont inséparables des modalités réflexives propres à toute activité dialogique. Les « historiologies » (Fabian 1996), les « cartes de l'expérience » (Vail & White 1991) et les « palimpsestes mémoriels » (Shaw 2002) conceptualisés dans le cadre des études sur la mémoire en Afrique, en référence aux pratiques populaires poétiques et performatives de production et de transmission de la mémoire, sont ici décryptés à partir de témoignages intentionnellement produits en réponse à une requête de connaissance. Fragments enchevêtrés d'expériences biographiques remémorées, de récits écrits ou racontés par d'autres acteurs, de discours scientifiques produits par les élites savantes et de productions idéologiques étatiques¹⁵, ces mémoires hybrides énoncées dans une relation dialogique prennent sens dans leur mise en rapport avec les trajectoires et les positionnements sociaux et moraux de leurs énonciateurs, les images et les symboles socialement partagés qu'ils mobilisent, et le cadre plus large de leurs conditions historiques d'existence.

Fragments de récits de rescapés

- 7 Les victimes directes et les auteurs de crimes de la révolution et des années qui suivirent ont aujourd'hui plus de soixante ans. Beaucoup d'entre eux évoquent leurs souvenirs au sein de leurs cercles de sociabilité, mais guère au-delà. Les années sombres au cours desquelles toute remémoration des épreuves subies étaient réprimées, la délation étant chose courante et pouvant aboutir à des arrestations ou des interrogatoires serrés, ont inculqué des réflexes de prudence et de protection de soi.
- 8 Décrites du point de vue de ceux ciblés par les révolutionnaires, à savoir les familles arabes considérées comme allogènes, les journées révolutionnaires de la mi-janvier 1964 dans la ville de Zanzibar parlent de peur, de violence et de mort. Othman*, un homme d'origine arabe bientôt septuagénaire, raconte comment il prit la fuite de chez lui, le soir du 11 janvier, emmenant avec lui ses tout jeunes enfants mais laissant derrière lui sa femme apeurée. Ils trouvèrent refuge chez des parents proches à Stone Town, dans le quartier de Shangazi. Othman* évoque les cadavres qui jonchent les rues de la ville et les individus mutilés croisés en chemin (« *Unatembea mtaani unapenya maiti* », « Tu marches dans la rue en te frayant un chemin entre les corps »). La petite famille reste cachée pendant une semaine entière de couvre-feu, vivant la peur au ventre et mangeant peu. Lorsque enfin il retourne chez lui, il apprend que sa femme a été tuée. Selon ses propres paroles, de telles images resteront à tout jamais gravées dans sa mémoire. Salma*, une femme aujourd'hui cinquantenaire dont le grand-père omanais et la grand-mère iranienne s'installèrent à Zanzibar sous le sultanat, raconte comment, avertie par la maîtresse swahili de son père du danger qui guette, sa famille trouve refuge dans la maison d'amis très proches. Elle affirme avoir vu, par la fenêtre, des gens se faire massacrer et des femmes enceintes être étripées. Tous les autres récits biographiques recueillis pendant l'enquête répètent les mêmes grands traits : fuite, cachette, visions terrifiantes. Si l'évocation des journées révolutionnaires appelle la narration d'un vécu personnel, souvent pensé par les interlocuteurs comme un ensemble d'images gravées dans la mémoire individuelle, la remémoration des années qui suivirent la révolution consiste plutôt à dépeindre un climat délétère, où chacun restait sur ses gardes afin de ne pas subir de représailles. Othman* indique que l'arbitraire et les actes de revanche étaient le lot quotidien : « *Kama mtu anakuchukia sana anachukua bunduki basi !* » (« Si quelqu'un te déteste, il prend un fusil, c'est tout ! »). La méfiance généralisée s'installe, minant durablement le fonctionnement des relations socio-raciales au quotidien.
- 9 Chez les anciens prisonniers, le traumatisme de la détention et des traitements répressifs a laissé des marques. Les souvenirs sont évoqués avec une émotion certaine. Ngwali Usi, un rescapé emprisonné en 1972 pendant dix ans pour assistance à un délit de fuite, me raconte avec emphase les terribles conditions de détention : « *Hapo watu walitoka na hali mbaya. Watu walikuwa just like animals. Chakula kikija unakula kama animals* » (« Les gens en sont sortis en mauvais état. Nous étions comme des animaux. Quand le repas arrivait, tu mangeais comme un animal »). Selon Ibrahim Mohammed Hussein, emprisonné entre 1972 et 1978 de l'âge de 23 à 29 ans, le mot d'ordre était : « *Chakula kidogo, chumvi nyingi, vidonge hamna* » (« Peu de nourriture, beaucoup de sel, pas de médicaments »). Les prisonniers considérés comme ennemis d'État étaient maltraités avec une grande cruauté. Certes, il me raconte une anecdote scatologique montrant que les prisonniers essayaient de garder un certain humour dans leurs épreuves, mais le ton général des

années de détention est celui de la souffrance physique et morale. Chez les bourreaux, le silence est la règle. L'exil qui s'imposa à beaucoup de prisonniers libérés après la grâce présidentielle de 1978 est vécu comme un second déchirement. Certains laissèrent leur famille à Zanzibar, ne les voyant que lors de leurs visites clandestines sur les îles. Chez les victimes qui se disent innocentes des faits qui leur étaient imputés, le regard porté sur le passé est chargé d'amertume.

Ces fragments de récits d'expériences vécues témoignent du fait qu'on est aujourd'hui en présence d'une mémoire vive et douloureuse parce que la génération des acteurs et des témoins de la révolution et des années d'autoritarisme est encore vivante. La proximité temporelle avec les événements vécus — quarante-cinq ans seulement se sont écoulés — et le traumatisme de la violence subie portent à des remémorations clandestines et non à des mémoires publiques proclamées. Certes, le refoulement est une phase ordinaire des mémoires traumatiques (Roussio 1990 ; Ricœur 2000 ; Traverso 2005). Les victimes tendent à contenir le souvenir des événements et bloquer ainsi les canaux de leur transmission. Toutefois, ce refoulement est indéniablement à replacer dans le contexte d'une injonction officielle de silence. La chape de plomb sur la mise en récit individuelle et collective subie par la génération de la révolution explique que, à quelques exceptions près, ce sont bien moins les victimes rescapées de ces années terribles qui sont aujourd'hui les nouveaux entrepreneurs de la mémoire que leurs enfants nés juste après la révolution, aujourd'hui quadragénaires. L'entrée dans une phase d'anamnèse des mémoires de la révolution et des années Karume est assurée par ceux qui se considèrent comme les descendants des victimes du passé répressif des îles. Malgré les peurs et les silences, des fragments d'une mémoire certes tronquée (Rossi 2009) ou embrouillée (Deslaurier & Roger 2006 : 9), circulent d'une génération à une autre et appellent, dans le contexte actuel d'ouverture des débats politiques, à la remontée à la surface du passé traumatique des îles.

Aboud Nadhif Abdallah, arrêté et porté disparu depuis 1969

- 10 Dans l'édition du 18-24 juillet 2003, l'hebdomadaire *Dira* fait paraître un article sur les demandes de compensations portées par Ibrahim Aboud Nadhif en raison de la disparition de son père, Aboud Nadhif Abdallah, depuis 1969. Arrêté à cette date par les services de sécurité, ce dernier est aujourd'hui toujours porté disparu, aucun corps ni certificat de décès n'ayant été remis à la famille. L'article reproduit longuement le texte d'une lettre de demande de reconnaissance du décès d'Aboud Nadhif Abdallah envoyée par son frère cadet au procureur général alors en fonction, Augustino Ramadhani, le 14 janvier 1982. Cette lettre évoque deux précédentes demandes écrites portées devant le ministre de l'Intérieur par la famille du disparu, l'une en février 1975 pour demander son pardon, l'autre en août 1981 pour requérir des informations sur l'état du disparu, toutes deux restées sans réponse. La réponse faite à la famille d'Aboud Nadhif Abdallah le 17 janvier 1983 consiste en une reconnaissance officielle du décès du disparu et requiert que les instances compétentes délivrent un certificat de décès à la famille du déclaré défunt. On apprend par ailleurs qu'Ibrahim Aboud Nadhif envisage d'intenter une action en justice pour percevoir des compensations financières, arguant du contexte international propice à ce type de réclamation.
- 11 L'article évoque la biographie du disparu et l'histoire de son enlèvement. Aboud Nadhif Abdallah, originaire de Makunduchi, un bourg au sud-ouest de l'île de Zanzibar, était

secrétaire général au ministère du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement de Amani Abeid Amani Karume de 1964 à 1969. D'abord formé au métier d'enseignant à l'école de Beit el Ras, seul institut de formation des enseignants à Zanzibar, il poursuit une partie de ses études au Canada, en Angleterre, aux États-Unis et en Yougoslavie à une époque où les bourses pour l'étranger sont délivrées avec parcimonie. En janvier 1969, il est invité à démissionner. En mars 1969, il reçoit l'ordre de venir réoccuper son poste, mais il refuse d'obtempérer. Il est arrêté dans sa propriété de Cheju, à la campagne, le 30 avril 1969 et mis en prison sans aucune forme de procès, laissant derrière lui sa femme et ses neuf enfants. Lors de notre rencontre, sa veuve me relate plus en détails l'arrestation. Le 30 avril 1969, elle et son mari étaient aux champs. Les enfants étaient gardés par leur grand-mère, à l'exception du petit dernier qu'elle allaitait encore. Ayant besoin de quelque matériel agricole, Aboud laissa sa femme un moment pour aller s'approvisionner au village voisin. Hassan Mandra en personne, le chef de la sécurité du territoire pendant les années Karume, l'y attendait et le pria de le suivre, sur ordre de Karume. Mandra et Aboud se connaissaient, étant voisins proches. Il lui permit d'aller prévenir sa femme aux champs. À l'époque, il était inutile de tenter de fuir ou de se cacher, de sorte qu'Aboud coopéra et partit en voiture avec Mandra. Il ne revint jamais, et sa famille ne reçut plus aucune nouvelle depuis lors. Plusieurs fois, la femme d'Aboud se rendit au siège de l'*Afro-Shirazi Party* pour rencontrer le président Karume les jours où il y tenait des consultations, et requérir sa clémence. Elle ne fut jamais reçue. Depuis l'arrestation, elle dit ne plus percevoir la pension de retraite de son mari, et ses enfants n'ont aucun droit sur les biens de leur père. L'assassinat de Karume en 1972 a été, pour elle, une forme de justice. Lorsque je lui demande si elle évoque, dans le cadre familial, le souvenir de son défunt mari, elle me répond sans hésitation qu'elle en parlait à ses enfants et en parle encore à ses petits-enfants. La curiosité de ces derniers est même à la source de ses récits familiaux, puisque, me dit-elle, ils ne manquent pas de la solliciter pour savoir pourquoi ils ont une grand-mère, mais pas de grand-père.

Le 22 août 2003, un mois après la parution de l'article sur Aboud Nadhif Abdallah dans *Dira*, Ibrahim Aboud Nadhif envoie une lettre à l'avocat général du gouvernement de Zanzibar réclamant des informations sur le sort de son père. La réponse qui lui est adressée le 26 août 2003 est sans appel : « Notre bureau n'a aucun éclaircissement à apporter »¹⁶. Ibrahim Aboud Nadhif n'est pas surpris de cette réponse, mais est amer. Comme il l'explique lui-même, ses demandes auprès de l'administration sont portées par différentes exigences. Il mentionne en premier lieu que tout musulman souhaite pouvoir enterrer ses proches et leur rendre hommage. Il rajoute aussi qu'il souhaite que les Zanzibari se souviennent de tout le mal qui a été fait à tant de monde à cette époque. Enfin, il est clair que la question de l'héritage est une épine dans les pieds d'une famille qui, sans être extrêmement pauvre au regard des standards africains, souhaite pouvoir bénéficier de son dû.

Repentance et réparations

- 12 La présentation détaillée de l'histoire d'Aboud Nadhif Abdallah et de sa famille importe ici dans la mesure où elle permet de comprendre la variété des enjeux qui se combinent pour opérer le dévoilement dans l'espace public d'une mémoire familiale, perpétuée par le témoin principal des événements, l'épouse d'Aboud, sous la forme de récits successifs tenus aux enfants et aux petits-enfants. Certes soutenu dans son entreprise par

l'ensemble des membres de sa famille, Ibrahim Aboud Nadhif, qui est le second enfant de la famille, est l'acteur principal de ce déplacement de mémoire. Celui-ci insiste maintes fois, au cours de l'entretien, qu'il ose parler haut et fort parce qu'il ne craint pas les autorités étatiques et leurs représentants. Pour comprendre cette détermination, il faut savoir que la famille d'Aboud Nadhif Abdallah est connue et respectée chez les membres des anciennes familles zanzibari. Membre actif du parti d'opposition du *Civic United Front* depuis sa création officielle après l'introduction du multipartisme en 1992, Ibrahim s'est présenté par deux fois aux élections de sa circonscription, à Jang'ombe, en 1995 et en 2000. Il se positionne donc clairement comme un opposant au pouvoir en place. Par ailleurs, Ibrahim connaissait très bien Ali Mohammed Ali Nabwa (dit Ali Nabwa), feu le rédacteur en chef de *Dira*, et une partie de l'équipe du journal avant même son lancement à la fin de l'année 2002. Il en était, par la suite, un lecteur assidu en raison des thèmes abordés, des prises de position politique des journalistes et de la liberté de ton adoptée. Quand le journal a commencé à publier des articles qui revenaient sur l'histoire des îles avant et après la révolution, Ibrahim s'est décidé à solliciter *Dira* pour faire connaître publiquement l'histoire de son père et les tourments de sa famille.

- 13 Il est notable qu'Ibrahim argue d'un contexte international propice à ce type de requête pour justifier ses réclamations. Il évoque ainsi, dans l'article de *Dira* mentionné, les compensations payées aux juifs en raison des crimes nazis commis cinquante ans plus tôt, ou encore la requête de réparations faite auprès de l'Angleterre par les acteurs et les descendants africains de l'insurrection armée mau mau contre le pouvoir colonial au Kenya. Il fait aussi référence aux réclamations des Sud-Africains relatives aux années d'*apartheid* et à la demande de pardon faite à la Corée par le Japon pour les torts causés pendant l'occupation japonaise de la première moitié du xx^e siècle. En ce sens, le surgissement public d'une mémoire entretenue localement dans la sphère familiale et au sein des réseaux de victimes ou dans les espaces de sociabilité intime, ceci pendant près de trente ans, ne peut être compris sans le rapporter à la « circulation de contenus mémoriels » sur le continent africain (Deslaurier & Roger 2006 : 15) et au contexte global des réparations. Les formes du souvenir privé se coulent consciemment dans le moule globalisé des exigences de dédommagements et d'expiation afin de gagner en légitimité. Si les contextes historiques des exemples de réparation cités à l'appui de la demande de la famille d'Aboud Nadhif diffèrent très largement de la situation familiale ici discutée, ils partagent néanmoins cette caractéristique propre aux demandes de réparations que « le présent est saisi comme un moment pour redresser les injustices du passé » (Jewsiewicki 2004 : 7). La mise en circulation publique d'une mémoire douloureuse entretenue dans les collectifs restreints de la famille et des réseaux de sociabilité amicaux dans lesquels les membres de la famille d'Aboud sont insérés, où la remémoration est une pratique légitime, s'appuie sur une demande de réparations financières. Ces réparations sont considérées comme la condition du rétablissement, au moins partiel, des descendants des disparus dans la position sociale et économique qui aurait été la leur s'ils n'avaient pas subi de préjudices (Appiah 2004).

Cependant, les exigences prosaïques de dédommagements financiers s'accompagnent, chez Ibrahim, d'une perspective éthique de plus grande envergure qui dépasse largement le cadre d'une réparation matérielle privée. Ainsi, il rappelle que les épreuves subies par son père et les dégâts occasionnés à sa famille ne sont qu'un cas parmi tant d'autres. Témoigner publiquement de son histoire familiale est, selon lui, un moyen de raviver une mémoire collective que les anciens ont préféré enfouir, et dont les plus jeunes n'ont

hérité que par bribes. À travers la mise en circulation publique des souvenirs douloureux de sa famille et de la défense de ses droits, Ibrahim vise à prendre la parole pour toutes les familles zanzibari lésées, touchées par la violence post-révolutionnaire. Il est l'initiateur d'une entreprise de mémoire dans un pays où aucun collectif de mobilisation ne s'est encore donné cette tâche. Il importe toutefois de souligner que les demandes de repentance publique exprimées au travers de l'entreprise de mémoire impulsée par Ibrahim ne s'accompagnent pas de l'expression d'une exigence de réconciliation à l'échelle nationale. Ibrahim reste dans le registre d'une justice de la revanche, donc du combat.

La boîte de Pandore des disparus des années Karume

- 14 Dans l'article de *Dira* portant sur la disparition d'Aboud Nadhif Abdallah, une simple phrase pointe un enjeu politique majeur : « Si la famille d'Aboud Nadhif réussissait à faire entendre son droit, cela ouvrira la porte à beaucoup de réclamations du même type »¹⁷. Au-delà de la question de l'engorgement possible de la justice ou de l'aspect strictement financier des réparations, de telles demandes viendraient mettre sur la place publique des faits passés que les gouvernements successifs de Zanzibar se sont appliqués à dissimuler ou effacer. On ne peut saisir la portée des enjeux de cette exposition nouvelle du passé sans s'intéresser à l'identité des quelques autres disparus cités : Muhammed Salum Barwani (alias Salum Jinja), Muhammed Humoud Barwani, Hamza Muhammed, Abdallah Kassim Hanga, Mdingi Usi, Abdulaziz A. K. Twala, Idrissa Abdalla Majura, ou encore Othman Shariff. Tous étaient, y compris Aboud Nadhif Abdallah, l'élite éduquée ayant été formée dans les bonnes écoles de l'île. Au niveau universitaire, la plupart d'entre eux ont étudié à l'étranger, certains à l'Université de Makerere en Ouganda ou en Grande-Bretagne, et beaucoup dans le cadre des programmes de bourses mis en place avec les pays d'Europe de l'Est et la Russie communiste avant la révolution, mais aussi avec l'Égypte et Cuba (Burgess 2005a, 2005b). La plupart ont fait partie du gouvernement de Karume ou travaillaient dans l'administration publique, souvent à des postes à responsabilité. Ainsi, Abdallah Kassim Hanga, formé en Grande-Bretagne puis à Moscou, a été secrétaire général adjoint de l'ASP avant de devenir vice-président de la République populaire de Zanzibar puis d'occuper différents postes ministériels dans le gouvernement de l'Union ; Othman Shariff, aussi un ancien de l'ASP, conseiller agronome de formation, est devenu ministre de l'Éducation et de la Culture dans le premier conseil révolutionnaire de la République populaire de Zanzibar, puis ambassadeur de la République Unie de Tanzanie à Washington juste après l'Union ; Abdulaziz Twala a été membre du conseil révolutionnaire puis ministre des Finances. Tous, à un moment ou à un autre, ont été jugés dangereux par le pouvoir en place, soit par leur critique d'une révolution ne débouchant au final que sur l'autoritarisme d'État ou d'une union avec le Tanganyika qui s'avérerait néfaste pour le développement de Zanzibar, soit par leur refus d'une soumission aux directives du gouvernement. Maintes fois déplacés d'un poste à un autre dans le gouvernement de Zanzibar, parfois dépêchés à Dar es Salaam pour être postés dans le gouvernement de l'Union, ou envoyés à l'étranger comme ambassadeurs, beaucoup de ces hommes originaires de Zanzibar, éduqués, portés par des idéaux d'indépendance, ont été éliminés.
- 15 Les trois premiers noms cités dans la liste fournie par *Dira* sont ceux de politiciens de moyenne envergure arrêtés dans les mois qui ont suivi la Révolution de 1964 et jetés en

prison, et n'ont donc jamais fait partie du gouvernement de Karume. Selon certains de leurs compagnons de cellule survivants, les trois hommes ont été abattus et jetés dans des fosses communes au nord de l'île, aujourd'hui terrain militaire interdit d'accès aux civils. Les autres disparus cités ont été arrêtés et incarcérés en 1969 après une accusation de complot contre Karume. Les deux cerveaux supposés¹⁸ du complot, Kassim Hanga et Othman Shariff, qui avaient fui Zanzibar quelques années après la révolution, sont arrêtés, renvoyés à Zanzibar et exécutés : Quant à Mdungi Usi, un des fondateurs et *leaders* de l'ASP, ancien professeur puis directeur de la radio nationale de Zanzibar avant d'être posté comme officier régional et enfin employé de la municipalité de la ville de Zanzibar, tout cela en l'espace de trois ans, il est arrêté chez lui un soir de 1969. Un de ses fils se souvient lui avoir rendu deux fois visite en prison, avant que plus aucune nouvelle ne parvienne à la famille. Le frère de Mdungi Usi, Ngwali Usi, est arrêté la même année. Pourtant moins impliqué en politique que son frère, selon ses dires, il pense être accusé d'avoir aidé Idrissa Abdalla Majura (le septième nom sur la liste fournie par *Dira*) à prendre la fuite, en le conduisant jusqu'au sud de l'île pour embarquer dans un boutre en direction du continent. Il se retrouve en prison avec son frère Mdungi et Aboud Abdalla Nadhifu. Une nuit, les trois hommes et quelques autres prisonniers sont sortis de leur cellule par les gardiens. Tous sont accusés, selon la rumeur qui circule de cellule en cellule, d'avoir comploté contre Karume après qu'une cache d'armes a été découverte sur l'île de Tumbatu, au nord-ouest d'Unguja. Ngwali Usi n'a jamais revu son frère Mdungi Usi ni Aboud Abdalla Nadhif depuis cette nuit. Quant à Idrissa Abdalla Majura en fuite sur le continent, il est finalement arrêté et réexpédié à Zanzibar pour purger sa peine. Il est emprisonné en compagnie de l'ancien ministre des Finances Abdulaziz Twala, dont on dit qu'il serait tombé en disgrâce parce qu'il tentait de limiter l'usage privé des fonds publics. Selon Ngwali Usi, les deux hommes sont finalement parvenu à s'échapper de prison, mais sont dénoncés par l'ami auquel ils demandaient de l'aide pour sortir en cachette du territoire. Selon d'autres sources, Majura et Twala sont éliminés en 1971 dans l'infâme prison de (Kwa) Ba Mkwe, où se pratiquaient les interrogatoires sous torture.

- 16 La dernière grande vague d'arrestations et d'emprisonnements est liée à l'assassinat de Karume le 7 avril 1972 au siège de l'ASP. Elle a été menée par son successeur, Aboud Jumbe (Chase 1976 ; Clayton 1981 : 150-153). Tous les principaux anciens cadres de l'*Umma Party* sont arrêtés : Ali Sultan Issa, Abdulrahman Babu, Ahmed Badawi Quallatein, Khamis Abdulla Ameir, Ali Mahfoudh. Qu'ils aient été des proches de Karume, tel Ali Mahfoudh, ne change rien à l'affaire. Beaucoup de prévenus, non impliqués dans l'assassinat de Karume, sont relâchés dans les mois qui suivent. Les nombreux autres qui restent en prison sont accusés de complot et de haute trahison au cours d'une parodie de procès qui dura plus d'un an. La plupart d'entre eux sont tenus prisonniers jusqu'en 1978. Que ce soit en 1964, en 1969 ou en 1972, ce sont principalement les *leaders* de stature internationale, comme Mohamed Shamte, Ali Muhsin ou Abdulrahman Babu, qui ont été épargnés de la mort, non sans toutefois avoir aussi subi la prison et la torture. Les autres ont été éliminés, ou restent mystérieusement « disparus »¹⁹.

Mais loin de s'arrêter aux familles des politiciens directement impliqués dans le jeu du pouvoir, les victimes des excès répressifs des années Karume se comptent par milliers. Du fond de la boîte de Pandore de la révolution sont prêtes à surgir toutes les familles ayant subi des dommages. Au cours des journées intenses de l'insurrection de janvier 1964, et dans les semaines qui ont suivi, les armes circulaient librement. Loin d'opérer uniquement par sélection systématique et organisée des populations considérées comme

allogènes par les révolutionnaires, la révolution a débouché sur des formes de violence incontrôlable qui ont frappé indistinctement des individus d'origines diverses et de sensibilités politiques différentes. Peu de familles peuvent déclarer ne compter aucune victime, qu'ils soient des parents proches ou des membres de leur parentèle élargie. Au cours des années suivantes, les mesures de nationalisation des propriétés privées et de redistribution des terres ont appauvri de nombreuses familles, qui y voient un préjudice majeur. Les violences sexuelles ont été des pratiques courantes, surtout envers les femmes (Saleh : 2004, 2005). Par conséquent, la catégorie de « victime » de la révolution et du régime de Karume ne renvoie en rien aux seuls prisonniers politiques, mais englobe une grande variété de situations (al-Barwani *et al.* 2003). C'est la société zanzibari dans son ensemble qui pourrait réclamer justice. Les demandes de réparations portées devant la justice par les enfants de ces « disparus » du régime de fer de Karume n'ont, pour le moment, aucune chance parce que ce sont les eaux troubles du gouvernement Karume que vient remuer le surgissement du passé.

Si la question de savoir comment faire justice était posée, les réponses apportées ne manqueraient pas de buter sur le fait que les victimes politiques de la révolution et des années Karume font toutes partie d'un réseau d'interconnaissance étroit. Comme le précédent passage en revue des acteurs influents de cette période le montre bien, victimes et bourreaux, survivants et disparus appartiennent à un même univers de sociabilité. Les destins des uns et des autres ne s'entremêlent pas uniquement au moment spécifique de la rencontre entre la victime et le bourreau, qu'elle soit ponctuelle (arrestation, torture) ou durable (années d'emprisonnement) mais sont, au contraire, liés depuis toujours. À la révolution, la ville de Zanzibar comptait quelque 500 000 personnes seulement (Sheriff 1995), divisées entre familles élargies entretenant des relations sociales serrées via des liens de clientèle et de mariages. Activités professionnelles et obédience religieuse se superposaient à ce réseau social pour délimiter des espaces d'interconnaissance enclavés. Une majorité de témoignages rend compte du fait que la révolution a divisé puis déchiré des personnes qui, enfants puis jeunes adultes, jouaient ensemble dans les quartiers de la ville, étudiaient dans les mêmes écoles, travaillaient dans les mêmes lieux professionnels. Si le silence sur les événements du passé a généralement primé sur les accusations bruyantes et les actions revanchardes, c'est aussi en raison de cet univers de sociabilité étroit liant individus, familles et communautés, qui constituait l'espace de socialisation de la génération ayant vécu la révolution et les années Karume.

Mémoires, compétition politique et médias

- ¹⁷ La mise en circulation dans l'espace public des mémoires anonymes, maintenues clandestines, d'un passé récent est inséparable de la configuration sociopolitique instaurée dans toute la République Unie de Tanzanie au début des années 1990. Caractérisé par l'adoption du multipartisme et le déploiement d'efforts pour la démocratisation du débat politique, ce nouveau contexte a rendu possible l'énonciation publique et la diffusion accrue de représentations alternatives du passé par les *leaders* des nouveaux partis politiques. En raison de la réticence des autorités de Zanzibar à adopter le pluralisme politique et du fait des stratégies qu'elles ont déployées pour contrer toute alternance du pouvoir²⁰, les débats politiques entre les politiciens du CCM et ceux du principal parti d'opposition, le *Civic United Front*²¹, ne cessent de donner lieu à des

controverses passionnelles sur les conceptions de l'identité et de la citoyenneté qui se rebranchent invariablement sur les imaginaires nationalistes passés (Bakari 2001). L'ethnicité et la race en sont les référents dominants. Du côté du CCM, le schème binaire ancien entre « Africains » et « Arabes » est constamment réactivé pour penser la légitimité à accéder au pouvoir. Le passif de l'esclavage, qui constitue le trope de la soumission des populations noires africaines sur lequel s'est construit l'édifice arabe du Sultanat, est en ligne de mire de ces discours polarisants. Au CUF, la principale frontière des appartenances se trace entre les individus zanzibari (*Wazanzibari*), sans distinction ethnique ou raciale, et les Continentaux. Les imaginaires de l'identité zanzibari promus par ce parti renvoient à une culture insulaire séculaire, musulmane et métissée, mais aujourd'hui peu ouverte à l'incorporation de nouvelles populations dans le corps politique (Caplan & Topan 2004). La confrontation de ces conceptions de la souveraineté légitime se nourrit des interprétations différentielles de l'organisation socio-économique et politique du sultanat, du renversement du premier gouvernement des îles en janvier 1964, et des violences de la révolution et des années Karume. Elle renvoie aussi aux motifs ayant présidé à l'union entre Zanzibar et le Tanganyika et de son impact sur le développement économique et social des îles (Othman & Peter 2006 ; Shivji 1990, 2008). Dans ces disputes sur les représentations du passé des îles animées par les acteurs en vue du système politique des îles, histoire et mémoires sont des ressources dans la compétition pour le pouvoir.

- 18 Héritière d'une mémoire parsemée de silences et de non-dits, mais interpellée par les convocations du passé et du vécu de ses aînés par les acteurs politiques à des fins très prosaïques, la génération post-révolution présente à Zanzibar ne se satisfait pas des versions officielles qui sous-tendent le nationalisme d'État. La section la plus éduquée des descendants des victimes de la révolution, aujourd'hui quadragénaires ou quinquagénaires, cherche à démêler le vrai du faux pour mieux pouvoir se positionner dans le débat public. Cette quête de savoir se dirige sur des travaux d'histoire critiques qui rejettent l'orthodoxie d'État. La littérature critique qui propose une version alternative de l'historiographie officielle répond au désir de savoir quels ont été les acteurs et les enjeux de la révolution et des années suivantes. Les copies d'un ouvrage préfacé par l'universitaire Thomas Burgess rassemblant les mémoires de l'ancien camarade Ali Sultan Issa, commissaire régional de l'île de Pemba pendant les années critiques des répressions post-révolutionnaires de 1964 à 1967 puis ministre de l'Éducation sous Karume, ainsi que de l'actuel secrétaire général du parti d'opposition du CUF, Seif Sharif Hamad, sont attendues avec impatience. À l'opposé, des ouvrages comme celui d'Omar Mapuri (1996) qui perpétue la version officielle d'un imaginaire nationaliste raciste dans lequel Karume tient le rôle du *leader* d'une révolution dite « africaine » et « populaire » sont rejetés avec suspicion²². Des travaux historiques, non universitaires, des récits biographiques (al-Barwani *et al.* 2003) ou des écrits engagés sont aussi fréquemment convoqués pour éclairer la nébuleuse de faits obscurs savamment entretenue par le pouvoir en place. Les ouvrages interdits de diffusion et de vente par le gouvernement actuel circulent en cachette (Fairoz 1995 ; Mwijage 1996 ; Shahbal 2002). Travaux historiques, écrits biographiques et textes partisans contribuent à forger et renforcer une conscience historique et les subjectivités politiques.
- 19 Au sein de la génération née après la révolution, ce sont les opposants au régime en place, qu'ils soient simples sympathisants ou engagés actifs, qui cherchent à être les agents actifs de l'exhumation et de la publicisation d'une mémoire maintenue à la marge. À cet

égard, il est incontournable de saisir le rôle joué par les journalistes de l'hebdomadaire *Dira*, mais aussi d'appréhender les formes de réappropriation de ce journal par les catégories lettrées aussi bien que par les groupes moins éduqués des îles. *Dira* était en effet dirigé par une petite équipe d'individus instruits, éduqués pour partie à l'étranger, ayant déjà fait leurs armes dans le journalisme, mais aussi, pour certains, dans la politique. Elle était animée par le rédacteur en chef Ali Nabwa, un journaliste vétérinaire des années Karume, sympathisant avéré de l'*Umma Party* dont il a cependant toujours tenu à se distinguer (Nabwa 2003). L'équipe initiale est rapidement renforcée par des érudits locaux spécialistes de l'histoire musulmane locale et de nouveaux venus dans le monde du journalisme. Principalement sous la plume d'Ali Nabwa, l'hebdomadaire se spécialise dans la publication de récits historiques portant sur la révolution et les années post-révolutionnaires qui révèlent des faits restés obscurs pour le grand public. Le journal ne ménage pas sa critique du pouvoir, révélant les affaires de corruption du monde politique. Sans être forcément pro-CUF, l'ensemble des individus impliqués à un niveau ou à un autre de la parution de cette gazette ont ceci en commun de se référer à un nationalisme zanzibari ancré dans une vision culturaliste, plutôt que racialisée, de l'identité, qui s'accompagne d'un attachement profond à l'islam. Cet imaginaire politique d'une nation insulaire souveraine est pourtant celui-là même auquel le parti d'opposition du CUF fait aujourd'hui appel pour mobiliser la population. Ceci explique à la fois la popularité du journal *Dira*, mais aussi son classement comme instrument de l'opposition. Les anciens journalistes de *Dira* insistent sur leur refus de toute affiliation proprement partisane, rappelant par exemple que l'équipe a souvent sollicité le gouvernement et ses représentants pour qu'ils s'expriment dans les colonnes du journal, mais sans succès. Là où les journalistes évoquent l'importance de dire la vérité et la nécessité d'être objectif, le pouvoir en place a vu une manœuvre de déstabilisation et de discrédit. À l'évidence, la mise sur la place publique de mémoires longtemps soumises à l'injonction de silence et les efforts de réécriture de l'histoire nationale concurrençaient le récit national officiel posé au fondement de la légitimité du CCM et de l'État. Il n'a fallu qu'un an pour que le journal soit interdit, en décembre 2003. L'échéance électorale de 2005 était à l'horizon de cette censure. Le travail d'exhumation de récits autrefois tenus au silence fut aussi perçu comme une tentative de fragmentation d'un corps politique qui cherche toujours à se construire comme unité. Ainsi, dans un des *maskani* CCM des fidèles du parti en place situé à Darajani, le nom de *Dira* évoque les démons du passé. Clairement identifié comme étant l'organe de l'opposition, *Dira* est surtout critiqué pour avoir consciemment visé à rouvrir les plaies mal cicatrisées du passé. La raison nationale, à savoir agir pour la paix et l'unité de la *polis*, est invoquée pour justifier de laisser les morts avec les morts.

*

Travailler sur les mémoires individuelles des années sombres de Zanzibar de la période 1964-1975 porte bien au-delà de la singularité de chaque récit de vie. Parce qu'elles ne prennent sens que dans leur rapport aux cadres sociaux passés dans lesquels les faits ont été vécus et à la situation présente dans laquelle le processus de remémoration prend place (Halbwachs 1994, 1997), ces mémoires, indéniablement liées à un vécu traumatique sur le plan personnel, parce que lié à des souffrances physiques et émotionnelles, empruntent leurs références à l'ensemble des discours idéologiques qui articulent les différentes conceptions de l'identité, de la citoyenneté et de la souveraineté au fondement des imaginaires de la nation à Zanzibar depuis le début du XX^e siècle. Loin, par ailleurs, d'être un processus spontané, la remontée à la surface du passé traumatique des îles et sa diffusion accrue dans l'espace public sont rendues possible par une nouvelle

configuration historique nationale caractérisée par l'ouverture politique, et un contexte international de revendications à un droit de mémoire. Comme ce fut le cas pendant toute la période qui précéda l'indépendance de 1963 (Glassman 2000), les intellectuels zanzibari jouent indéniablement un rôle central dans la formulation et la diffusion des conceptions de l'identité, de la citoyenneté et de la souveraineté. Désireuse de faire entendre sa voix dans des débats monopolisés par les membres des partis politiques, cette *intelligentsia* critique a été un ressort majeur de la remontée à la surface des mémoires anonymes de la Révolution de 1964 et du règne de Karume, et de leurs articulations aux imaginaires de la nation à Zanzibar. Si la mise en circulation dans l'espace public de cette entreprise de mémoire a été temporairement maîtrisée par le pouvoir en place, tout porte à croire que le contexte international de revendications mémorielles laisse une brèche ouverte à de nouvelles initiatives similaires.

BIBLIOGRAPHIE

- APPIAH, K. A., 2004, « Comprendre les réparations. Une réflexion préliminaire », *Cahiers d'Études africaines*, numéro spécial « Réparations, restitutions, réconciliations », XLIV (1-2), 173-174 : 25-40.
- AYANI, S. G., 1970, *A History of Zanzibar : A Study in Constitutional Development 1934-1964*, Dar es Salaam, Kampala-African literature bureau.
- BABU, A. M., 1991, « The 1964 Revolution : Lumpen or Vanguard ? », in A. SHERIFF & E. FERGUSON (eds.), *Zanzibar under Colonial Rule*, London, James Currey ; Dar es Salaam, Historical Association : 220-247.
- BAILEY, M., 1973, *The Union of Tanganyika and Zanzibar : A Study in Political Integration*, Syracuse, N. Y., Syracuse University Press.
- BAKARI, M. A., 2001, *The Democratization Process in Zanzibar : A Retarded Transition*, Hamburg, Institut für Afrika-Kunde.
- AL-BARWANI, S. A. ET AL., 2003, *Unser Leben vor der Revolution und danach : Maisha yetu kabla ya mapinduzi na baadaye. Autobiographische Dokumentartexte sansibarischer Zeitzeugen* (Wortkunst und Dokumentartexte in afrikanischen Sprachen 18), Köln, Köppe Verlag.
- BENNETT, N. R., 1978, *A History of the Arab State of Zanzibar*, London, Methuen.
- BERNARDIE-TAHIR, N. (dir.), 2008, *L'autre Zanzibar. Géographie d'une contre-insularité*, Paris, Karthala ; Pessac, ADES-Dymset ; Limoges, Géolab.
- BOUILLON, F., FRESIA, M. & TALLIO, V., 2005, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS.
- BRENNAN, J., À paraître « Radio Cairo and the Decolonization of East Africa, 1953-1964 », in C. J. LEE (ed.), *Making a World after Empire : The Bandung Moment and Its Political Afterlives*, Athens, Ohio University Press.

- BURGESS, T., 2002, « Cinema, Bell Bottoms, and Miniskirts : Struggles over Youth and Citizenship in Revolutionary Zanzibar », *International Journal of African Historical Studies*, 35 (2-3) : 287-314.
- 2005a, « An Imagined Generation : Umma Youth in Nationalist Zanzibar », in G. H. MADDOX & J. L. GIBLIN (eds.), *In Search of a Nation. Histories of Authority & Dissidence in Tanzania*, Oxford, James Currey Ltd.
- 2005b, « Imagined Generations : Constructing Youth in Revolutionary Zanzibar », in J. ABBINK & I. VAN KESSEL (eds.), *Vanguard or Vandals : Youth Politics and Conflict in Africa*, Leiden, Brill.
- BURGESS, T., ISSA, A. I. & HAMAD, S. S., 2009, *Race, Revolution, and the Struggle for Human Rights in Zanzibar : the Memoirs of Ali Sultan Issa and Seif Sharif Hamad*, Athens, Ohio University Press.
- CAPLAN, P. & LE GUENNEC-COPPENS, F. (dir.), 1991, *Les Swahili entre Afrique et Arabie*, Paris, Karthala.
- CAPLAN, P. & TOPAN, F. (eds.), 2004, *Swahili Modernities : Culture, Politics and Identity on the East Coast of Africa*, Trento, New Jersey, Africa World Press.
- CHASE, H., 1976, « The Zanzibar Trial », *Review of African Political Economy*, 6 : 14-33.
- CLAYTON, A., 1981, *The Zanzibar Revolution and its Aftermath*, London, C. Hurst & Company.
- CROZON, A., 1991, « Les Arabes de Zanzibar, entre haine et fascination », in P. CAPLAN & F. LE GUENNEC-COPPENS (dir.), *Les Swahili entre Afrique et Arabie*, Paris, Karthala : 179-193.
- 1992, *Zanzibar en Tanzanie. Essai d'histoire politique*, Thèse de doctorat, Université de Pau et de l'Adour.
- 1998, « Zanzibar en Tanzanie », in C. LE COUR GRANDMAISON & A. CROZON (dir.), *Zanzibar aujourd'hui*, Paris, Karthala ; Nairobi, IFRA : 113-139.
- 1999, « Les maskani et le parti : une alliance sans entente », in F. LE GUENNEC-COPPENS & D. PARKIN (dir.), *Autorité et pouvoir chez les Swahili*, Paris, Karthala ; Nairobi, IFRA : 41-59.
- DESLAURIER, C. & ROGER, A., 2006, « Mémoires grises. Pratiques politiques du passé colonial entre Europe et Asie », *Politique africaine*, numéro spécial « Passés coloniaux recomposés. Mémoires grises en Europe et en Afrique », 102 : 5-27.
- FABIAN, J., 1996, *Remembering the Present : Painting and Popular History in Zaire*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.
- FAIR, L., 2001, *Pastimes and Politics. Culture, Community, an Identity in Post-Abolition Urban Zanzibar, 1890-1945*, Athens, Ohio University Press ; Oxford, James Currey.
- FAIROZ, A. T., 1995, *Ukweli ni huu*, Dubai, Emirats Arabes Unis.
- FOURCHARD, L., GOERG, O. & GOMEZ-PEREZ, M., 2009, *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- GLASSMAN, J., 1995, *Feasts and Riot : Revelry, Rebellion and Popular Consciousness on the Swahili Coast, 1856-88*, Portsmouth NH, Heinemann.
- 2000, « Sorting out the Tribes ; The Creation of Racial Identities in Colonial Zanzibar's Newspaper Wars », *Journal of African History*, 41 : 395-428.
- GRAMSCI, A., 1971, « Notes on Italian History », in A. GRAMSCI (ed.), *Selections from the Prison Notebooks*, New York, International Publishers.
- HALBWACHS, M., 1994, [1925] *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel.
- 1997 [1950], *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel.

- JEWSIEWICKI, B., 2004, « Héritages et réparations en quête d'une justice pour le passé ou le présent », *Cahiers d'Études africaines*, numéro spécial « Réparations, restitutions, réconciliations », XLIV (1-2), 173-174 : 7-24.
- JUMBE, A., 1994, *The Partner-ship. Muungano wa Tanganyika na Zanzibar. Miaka 30 ya Dhoruba*, Dar es Salaam, Amana Publishers (trad. Ally Saleh).
- KHAMIS, K. S. & OMAR, H. H. (eds.), 1994, *Historia Fupi ya Zanzibar*, Zanzibar, Al-Khayria Press Ltd.
- LE COUR GRANDMAISON, C. & CROZON, A., 1998, *Zanzibar aujourd'hui*, Paris, Karthala ; Nairobi, IFRA.
- LE GUENNEC-COPPENS, C. & PARKIN, D., 1999, *Autorité et pouvoir chez les Swahili*, Paris, Karthala.
- LOFCHIE, M. F., 1963, « Party Conflict in Zanzibar », *Journal of Modern African Studies*, 1 (2) : 185-207.
- 1965, *Zanzibar : Background to Revolution*, Princeton, Princeton University Press.
- LOIMEIER, R., 2006, « Memories of Revolution : Zur Deutungsgeschichte einer Revolution (Sansibar 1964) », *Afrika Spectrum*, 41 (2) : 175-197.
- 2009, « The Baraza. A Grassroot Institution in East Africa », in L. FOURCHARD, O. GOERG & M. GOMEZ-PEREZ (dir.), *Lieux de sociabilité urbaine en Afrique*, Paris, L'Harmattan : 171-190.
- MADDOX, G. H. & GIBLIN, J. L. (eds.), 2005, *In Search of a Nation. Histories of Authority & Dissidence in Tanzania*, Oxford, James Currey Ltd.
- MAPURI, O., 1996, *The 1964 Revolution : Achievements and Prospects*, Dar es Salaam, Tema Publishers.
- MARTIN, E. B., 1978, *Zanzibar : Tradition and Revolution*, London, Hamish Hamilton.
- MRINA, B. F. & MATTOKE, W. T., 1980, *Mapambano ya Ukombozi Zanzibar*, Dar es Salaam, Tanganyika Publishing House.
- MUHSIN, A., 2002, *Conflicts and Harmony in Zanzibar (Memoirs)*, Dubai, Emirats Arabes Unis.
- MWANJISI, R. K., 1967, *Ndugu Abeid Amani Karume*, Nairobi, EAPH.
- MWIJAGE, L. S., 1996, [1994] *The Dark Side of Nyerere's Legacy*, London, Adelphi Press.
- MYERS, G. A., 2000, « Narrative Representations of Revolutionary Zanzibar », *Journal of Historical Geography*, 26 (3) : 429-448.
- NABWA, A., 2003, *From the Gallows to the Firing Squad. A True Life Drama* (non publié).
- OKELLO, J., 1967, *Revolution in Zanzibar*, Nairobi, EAPH.
- OTHMAN, H. & PETER, C. M., 2006, *Zanzibar and the Union Question*, Zanzibar, Zanzibar Legal Services Centre.
- PRUNIER, G., 1998, « La révolution de 1964 », in C. LE COUR GRANDMAISON & A. CROZON (dir.), *op. cit.* : 95-112.
- REY, L., 1972, « The Revolution in Zanzibar », in L. CLIFFE & J. S. SAUL (eds.), *Socialism in Tanzania : An Interdisciplinary Reader*, vol. 1, Dar es Salaam, East African Publishing House : 29-30.
- RICŒUR, P., 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil.
- ROSSI, B., 2009, *Reconfiguring Slavery : West African Trajectories*, Liverpool, Liverpool University Press : 1-25.
- ROUSSO, H., 1990, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil.

- SALEH, M., 2004, « Going with the Times (Kwenda na wakati). Conflicting Swahili Norms and Values Today », in P. CAPLAN & F. TOPAN (eds.), *Swahili Modernities : Culture, Politics and Identity on the East Coast of Africa*, Trento New Jersey, Africa World Press.
- SALEH, M. & NAPOLI, F. J., 2005, « The Role of Sexual Violence against Zanzibari Women in the Human Rights Conflict with Tanzania over Sovereignty », in F. V. HARRISON (ed.), *Resisting Racism and Xenophobia : Global Perspectives on Race, Gender and Human Rights*, Walnut Creek, Altamira Press, USA : 159-172.
- SALEH, M. & RICHARD, J. P., 2008, « Dans les geôles de Zanzibar. Extraits de Adam Shafi Adam, Haini (Le traître) », in N. BERNARDIE-TAHIR (dir.), *L'autre Zanzibar. Géographie d'une contre-insularité*, Paris, Karthala ; Pessac, ADES-Dymset ; Limoges, Géolab : 117-119.
- SCHATZBERG, M. G., 1988, *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Bloomington, Indiana University Press.
- SHAFI, A., 2003, *Haini*, Kampala, Longhorn Publishers Ltd.
- SHAHBAL, S. S., 2002, *Zanzibar. The Rise and Fall of an Independent State, 1895-1964*, Dubai, Emerge publishing.
- SHAW, R., 2002, *Memories of the Slave Trade : Ritual and the Historical Imagination in Sierra Leone*, Chicago-London, The University of Chicago Press.
- SHERIFF, A., 1987, *Slave, Spices and Ivory in Zanzibar*, London, James Currey ; Dar es Salaam, Historical Association of Tanzania.
- 1995, *The History and Conservation of Zanzibar Stone Town*, London, James Currey.
- 2008, « La construction des identités politiques à Zanzibar », in N. BERNARDIE-TAHIR (dir.), *op. cit.* : 295-318.
- SHERIFF, A. & FERGUSON, E. (eds.), 1991, *Zanzibar under Colonial Rule. Integration of an East African Commercial Empire into the World Economy, 1770-1873*, London, James Currey ; Dar es Salaam, Historical Association.
- SHIVJI, I. G., 1976, *Class Struggles in Tanzania*, London, Heineman.
- 1990, *The Legal Foundations of the Union in Tanzania's Union and Zanzibar Constitutions*, Dar es Salaam, Dar es Salaam University Press.
- 2008, *Pan-Africanism or Pragmatism ? Lessons of Tanganyika : Zanzibar Union*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota ; Addis Abeba : OSSREA.
- TRAVERSO, E., 2005, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire politique*, Paris, La Fabrique.
- VAIL, L. & WHITE, L., 1991, *Power and the Praise Poem, Southern African Voices in History*, Charlottesville, University Press of Virginia.
- WALSH, M., 2009, « The Politicisation of Popobawa. Changing Explanations of a Collective Panic in Zanzibar », *Journal of Humanities*, 1 (1) : 23-33.

NOTES

2. Sur l'historiographie de la révolution, voir notamment CHASE (1976), CLAYTON (1981), LOFCHIE (1963, 1965), MARTIN (1978), MRINA & MATTOKE (1980) et REY (1972). L'orthographe des noms propres n'est pas fixée, variant souvent d'un auteur à un autre.

3. La ville de Zanzibar (*Zanzibar Town*), comprenant la vieille ville de pierre (*Stone Town*) et sa périphérie (*Ng'ambo*), est la capitale de l'archipel de Zanzibar, située sur l'île d'Unguja (SHERIFF 1995).
4. L'archipel de Zanzibar devient une possession du sultanat d'Oman en 1698. En 1840, le sultan Seyyid Saïd y transfère la capitale du sultanat. Un protectorat britannique est instauré sur Zanzibar en 1890 (BENNETT 1978 ; SHERIFF 1987).
5. Le « Comité des 14 », constitué des instigateurs et meneurs de la révolution, était la cellule décisionnelle du conseil révolutionnaire formé le 31 janvier 1964.
6. Jumbe est contraint de démissionner en 1984 en raison de désaccords majeurs avec le président de Tanzanie, Julius Nyerere, concernant le statut de Zanzibar au sein de l'Union (JUMBE 1994 ; SHIVJI 2008).
7. Parmi les nombreux essais de déchiffrement des acteurs et des intérêts en présence, voir notamment BABU (1991), CLAYTON (1981), LOFCHIE (1965), SHIVJI (2008), SHERIFF (2008), SHERIFF & FERGUSON (1991). Pour une étude systématique des interprétations de la Révolution dans la littérature historiographique, voir LOIMEIER (2006).
8. L'expression *zama za siasa* signifie l'époque de la politique (BABU 1991 : 225). On réfère aussi à cette période par l'expression *wakati wa siasa* (le temps de la politique).
9. Suivant le schème révolutionnaire officiel, l'auteur y présente la Révolution comme « le résultat logique de siècles d'oppression et de sujétion du peuple africain » (MAPURI 1996 : 1).
10. Selon l'expression de SCHATZBERG (1988) pour parler des modes de gouvernement dans le Zaïre de Mobutu.
11. Sur les traumatismes laissés par les exactions de la révolution et des années Karume, voir l'article de Martin WALSH (2009) sur les terreurs collectives.
12. Les *baraza* sont des bancs de pierre construits le long des murs extérieurs des maisons, où les gens aiment s'asseoir et discuter. Le terme désigne métonymiquement des lieux de sociabilité (LOIMEIER 2009).
13. Les *maskani* sont « les lieux où se retrouvent les sympathisants d'un parti pour discuter de la politique mais aussi de la vie de la communauté » (CROZON 1999 : 41).
14. Les noms propres forgés pour préserver l'anonymat des interlocuteurs sont suivis du symbole (*).
15. Comme le remarque Enzo TRAVERSO (2005 : 29), « il n'y a pas de mémoire littérale, originaire et non contaminée : les souvenirs sont constamment élaborés par une mémoire inscrite au sein de l'espace public, soumis aux modes de penser collectifs mais aussi influencés par les paradigmes savants et les représentations du passé ». Sur les concepts de « fragments » et de « traces », voir GRAMSCI (1971) et les travaux des subalternistes indiens.
16. « *Afisi yangu haina ufumbuzi wa shauri hili.* » (extrait de la lettre de l'avocat général Idi Pandu Hassan à Ibrahim Aboud Nadhif, 26/08/2003).
17. « *Iwapo familia ya Aboud Nadhif itafanikiwa [sic] kufanya haki itendeke, itafungua milango kwa madai mengi ya namna hiyo* », Dira, 18-24 juillet 2003, p. 9.
18. Les historiens s'accordent à dire que la désignation de Kassim Hanga et Othman Shariff comme fomenteurs du complot de 1969 n'était qu'une tactique destinée à éliminer

deux adversaires politiques majeurs de Karume (PRUNIER 1998 : 110 n. 46 ; SHIVJI 2008 : 113).

19. Cependant, selon BAKARI (2001 : 109 n. 29), le président Aboud Jumbe reconnaît pour la première fois en 1975, au cours d'une interview auprès d'un journaliste de la télévision nationale, que les personnalités politiques mystérieusement disparues sous Karume sont décédées.

20. En raison de fraudes patentes, les résultats des élections présidentielles et législatives ne permettent pas d'obtenir des données chiffrées fiables sur le poids du CCM et du CUF dans la société zanzibari. Les sondages semblent montrer que chacun de ces partis politiques représente quelque 50 % des voix.

21. Enregistré officiellement en 1993, le Civic United Front est issu d'un mouvement né au milieu des années 1980 regroupant l'opposition.

22. À sa parution, l'ouvrage a été symboliquement brûlé à un rassemblement du CUF (SHIVJI 2008).

RÉSUMÉS

Résumé

Dans les îles de Zanzibar en Tanzanie, la mémoire des violences et des répressions opérées par le régime en place de 1964 à 1975 a été bannie de l'espace public. Si aucune effervescence mémorielle ne vient aujourd'hui contrer les formes du souvenir imposées par l'État, de récentes initiatives collectives attestent de l'entrée dans une phase de mise en circulation dans l'espace public de mémoires restées clandestines. Mais loin de mener à une mémoire délivrée sereine, cette entreprise de remémoration amorce l'entrée dans des disputes mémorielles.

Abstract

In the islands of Zanzibar in Tanzania, the memories of the violence and repression committed by the ruling power between 1964 and 1975 have been long banned from the public space. Although the Isles have not yet reached a state of memory agitation which would go counter to the modes of remembrance imposed by the state, some recent collective initiatives show that they are entering a new phase characterized by the publicisation of memories transmitted in a clandestine way. However, far from leading to a consensual and open memory, the remembering of the past reveals the emergence of contests over memory.

INDEX

Keywords : Tanzania, Zanzibar, Media, Memory, Revolution

Mots-clés : Tanzanie, Zanzibar, médias, mémoires, révolution

AUTEUR

MARIE-AUDE FOUÉRE

Centre d'études africaines, EHESS, Paris.